

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

La croissance économique s'est nettement accélérée en 2015 sous l'impulsion de la demande privée et d'une forte hausse des investissements publics financés par l'UE. Les conditions financières favorables, la progression des salaires et des bénéfices ainsi que le renforcement de la demande extérieure devraient être propices à une croissance solide en 2016 et 2017. La montée des coûts sur le marché intérieur portera l'inflation jusqu'à sa cible de 2 % en 2017.

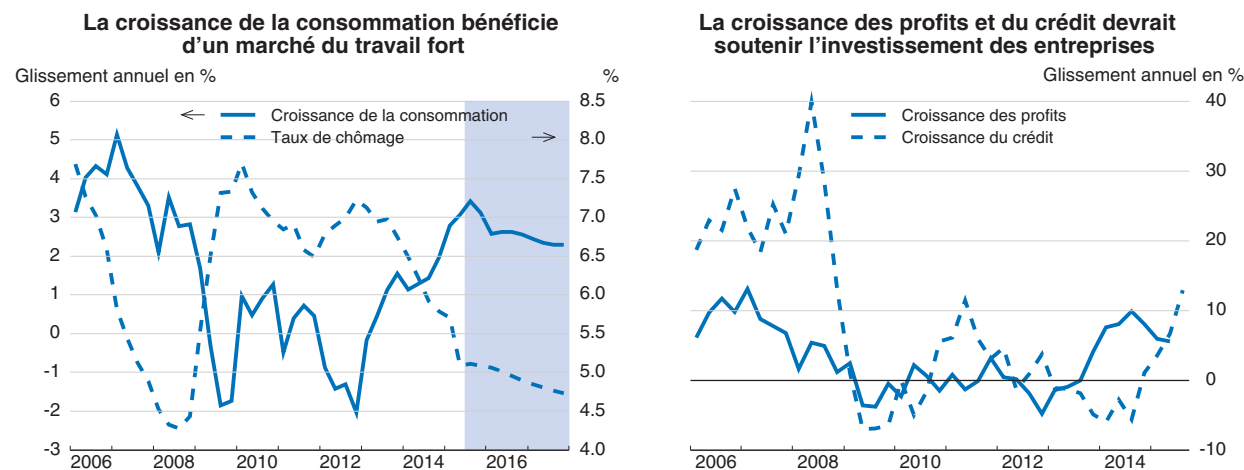
La politique monétaire demeure à juste titre expansionniste afin d'assurer un retour de l'inflation vers la cible. Cela étant, dès que celle-ci remontera à l'évidence vers le niveau visé, il faudra mettre un terme à la politique de change non conventionnelle -- qui consiste à empêcher l'appréciation de la couronne par rapport à l'euro. La politique budgétaire deviendra légèrement restrictive, conformément aux objectifs à moyen terme. Des réformes destinées à développer l'offre de main-d'œuvre, à réduire l'inadéquation entre l'offre et la demande de qualifications et à intensifier la concurrence accélèreraient la convergence économique et contribueraient à rendre la croissance plus inclusive.

Le défi de la politique de lutte contre le changement climatique est de réduire l'intensité en énergie et en carbone de la croissance en renonçant au charbon et en améliorant l'efficacité énergétique. Les subventions et les aides non remboursables aux investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ont été revues à la hausse. Le taux d'imposition effectif des émissions de CO₂, qui est faible par rapport aux autres pays de l'OCDE, pourrait être relevé.


La demande interne a progressé vigoureusement

La croissance économique devrait rebondir en 2015 à un rythme qu'elle n'avait plus connu depuis 2007, grâce au dynamisme de la demande intérieure. La vigueur de la hausse des revenus, l'assouplissement des conditions d'emprunt et la résorption du volant de

République tchèque



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 98 ; Base de données de la Comptabilité nationale trimestrielle de l'OCDE ; et Banque Centrale Européenne.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933298377>

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Prix courants milliards de CZK	Glissement annuel en %, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	4 041.9	-0.5	2.0	4.3	2.3	2.4
Consommation privée	1 998.0	0.7	1.5	3.1	2.6	2.3
Consommation publique	782.7	2.3	1.8	2.2	1.8	1.7
Formation brute de capital fixe	1 052.3	-2.8	2.0	6.7	3.3	3.1
Demande intérieure finale	3 832.9	0.1	1.7	3.9	2.6	2.4
Variation des stocks ¹	9.0	-0.6	0.6	1.0	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	3 841.9	-0.5	2.3	4.9	2.4	2.4
Exportations de biens et services	3 097.1	0.0	8.9	6.7	4.7	5.9
Importations de biens et services	2 897.1	0.1	9.9	7.6	5.0	6.2
Exportations nettes ¹	200.0	0.0	-0.2	-0.3	0.1	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.4	2.5	1.0	1.2	1.7
Indice des prix à la consommation	—	1.4	0.4	0.4	1.3	2.0
Déflateur de la consommation privée	—	0.9	0.5	0.4	1.2	1.8
Taux de chômage	—	6.9	6.1	5.2	5.0	4.8
Solde des administrations publiques ²	—	-1.3	-1.9	-1.9	-1.3	-0.8
Dette brute des administrations publiques ²	—	58.1	57.2	56.1	56.1	56.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	45.2	42.7	40.5	40.5	40.5
Balance des opérations courantes ²	—	-0.5	0.6	0.7	0.2	-0.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 98.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933299272>

capacités excédentaires ont stimulé la confiance des consommateurs et des entreprises. Les investissements publics ont fortement augmenté, en ayant largement recours aux derniers fonds de l'UE avant expiration de la période de programmation. Les exportations ont bénéficié en début d'année d'une amélioration de la compétitivité, mais ont ensuite accusé un ralentissement. Si l'inflation sous-jacente mesurée en glissement annuel a régulièrement augmenté, la baisse des prix de l'alimentation et de l'énergie a freiné l'inflation globale.

La politique macroéconomique devrait progressivement devenir moins expansionniste

La priorité de la politique monétaire reste de prévenir la déflation, avec un taux d'intérêt directeur très proche de zéro et une banque centrale résolue à maintenir le taux de change plancher par rapport à l'euro au moins jusqu'à la mi-2016. Néanmoins, dès que l'inflation remontera nettement jusqu'à un niveau proche de sa cible de 2 %, il faudra laisser le taux de change flotter librement en usant de prudence dans la communication et le choix du calendrier pour limiter sa volatilité. Il faudra probablement attendre fin 2017 pour un premier relèvement du principal taux directeur, au moment où celui de la zone euro est également censé connaître un début de normalisation.

La politique budgétaire devrait devenir légèrement restrictive. La croissance des revenus sera portée par un regain d'efforts dans la lutte contre la fraude fiscale. La diminution des coûts d'emprunt et une meilleure gestion des liquidités ont fait baisser la dette publique. La mise en œuvre du dispositif de responsabilité budgétaire prévu, en l'espèce une règle de frein à l'endettement et un conseil budgétaire indépendant, devrait renforcer le contrôle budgétaire. Une meilleure gestion et absorption des fonds mis à disposition par l'UE, notamment au titre des programmes structurels et du plan d'investissement pour l'Europe, favoriseraient l'intensité capitaliste et la productivité.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour stimuler la productivité et la croissance du potentiel de production. Une intensification de la concurrence sur les marchés de services ferait gagner en productivité. Un développement des services de garde d'enfants et une meilleure qualité de la formation postsecondaire augmenteraient l'offre de main-d'œuvre, notamment du côté des femmes ayant des obligations familiales et des diplômés des milieux défavorisés, et atténueraient l'inadéquation entre l'offre et la demande de qualifications. Les changements à venir permettront à plus d'enfants issus de milieux défavorisés d'étudier dans l'enseignement général, cependant qu'une meilleure qualité éducative du système scolaire renforcerait encore l'inclusion sociale. Il convient de veiller à l'efficacité et à la rentabilité des aides et subventions liées au changement climatique et de renforcer au besoin les mesures incitatives.

La croissance conservera un rythme solide

La demande intérieure va continuer de tirer la croissance du PIB, bien qu'à un rythme plus lent qu'en 2015. L'investissement privé restera dynamique, mais l'investissement public diminuera dans les premiers mois de 2016, avec la fin des dépenses induites par des projets financés par l'UE. La hausse de la demande de main-d'œuvre fera encore baisser le taux de chômage et poussera les salaires vers le haut, favorisant ainsi les revenus et la consommation des ménages. L'accroissement des exportations sera progressif, compte tenu du lent redressement de la demande extérieure. Les coûts intérieurs porteront l'inflation jusqu'à sa cible de 2 % au fur et à mesure que le volant de capacités excédentaires se résorbera et que les effets désinflationnistes liés aux prix des produits de base se dissiperont.

Si l'optimisme des entreprises venait à se tempérer, les investissements privés pourraient être inférieurs aux prévisions. Un choc transmis par l'industrie automobile serait préjudiciable à la croissance, au même titre que de nouvelles difficultés dans la zone euro ou des tensions géopolitiques. À cela s'ajoute le risque qu'après la suppression du taux plancher, d'un sur-ajustement de la couronne à l'appréciation, avec des répercussions sur la croissance et l'inflation. En revanche, la consommation serait plus solide si les salaires augmentaient plus que prévu. Concernant la situation extérieure, il est possible que les exportateurs absorbent la hausse des coûts pour gagner plus de parts de marché que prévu.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2015 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2015-2-13-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.